

# La guerre pour la paix

Aujourd'hui 14 mars 2016, sur l'étal à journaux d'une librairie où je me rends régulièrement, j'ai lu en page une de deux quotidiens nationaux ces titres : «Le tableau alarmant du général Gaïd Salah !» et «Gaïd Salah tient un discours de guerre !» Aussitôt, avant même d'avoir pris connaissance du contenu des articles de presse ainsi intitulés, ont surgi dans ma mémoire, comme une sorte de flash-back éclair, plusieurs images de la décennie noire, ravivant les frayeurs et les angoisses d'alors.

«Nous sommes modifiés par nos lectures», a affirmé un grand écrivain. En l'occurrence, ces deux titres de journaux m'ont fait l'effet de deux violents uppercuts et ébranlé au point de remettre en cause, d'une certaine façon, mes certitudes quant à la fiabilité des choix sécuritaires adoptés par notre pays pour nous prémunir et protéger contre la menace Daech.

**On doit donc s'attendre, sinon à un virage, du moins à une nouvelle réorientation et une profonde réadaptation de notre stratégie pour une défense appropriée et dynamique de notre pays contre les menaces de Daech.**

Dans ses *Mémoires intérieures*, ce même écrivain a aussi écrit : «Ne dit rien, si tu ne dois pas tout dire !» Or, notre général de corps d'armée, chef de l'état-major général de l'ANP, qui parlait à l'occasion sans pathos ni emphase de la situation sécuritaire à nos frontières, a, en l'occurrence, «tout dit» et plus personne, à mon humble avis, ne saurait désormais prétendre qu'on ne nous a pas avertis que cette situation sécuritaire est arrivée à un point tel que, selon la formule consacrée, il y a dorénavant «péril grave et imminent en la demeure» ! Du reste, n'a-t-on pas mis la main, du côté d'El Oued, sur des Stingers, lance-missiles anti-aériens portables et redoutables : les avions et hélicoptères russes en ont beaucoup souffert en Afghanistan ! L'usage des Stingers a été décisif dans la fin de la guerre russo-afghane. On doit donc s'attendre, sinon à un virage, du moins à une nouvelle réorientation et une profonde réadaptation de notre stratégie pour une défense appropriée et dynamique de notre pays contre les menaces de Daech.

Daech, qui ensanglante depuis des années l'Irak et la Syrie, qui est parvenu à se rendre maître de larges parties de la Libye et qui attaque de façon récurrente la Tunisie, est, de toute évidence, actuellement à nos portes. Le terrorisme qu'il pratique, c'est là une autre évidence qui saute aux yeux de tous, est d'une autre nature et d'une autre gravité que celui que l'Algérie a connu pendant une dizaine d'années à partir de 1992, dans la capitale même, dans les maquis de Kabylie et d'ailleurs, à Raïs, à Benthalha, à Relizane, à l'est comme à l'ouest, au nord comme au sud du pays...

En effet, plus qu'Al-Qaïda, nébuleuse aux contours toujours insaisissables malgré tout ce qui a été dit et écrit sur ce phénomène strictement arabo-musulman, Daech est, quant à lui, une organisation paramilitaire, transfrontière, structurée en groupes lourdement armés, eux-mêmes formés de brigades internationales, c'est-à-dire d'individus venant de pays divers et variés.

Daech attaque quand il l'estime opportun et là où il veut. Daech frappe fort et fait très mal. Il porte ses coups aveuglément et néanmoins spectaculairement car son objectif est de terroriser pour démoraliser. Il cible les populations civiles déclarées par lui-même ennemies de Dieu, apostates ou renégates, ainsi que les installations économiques vitales, et chaque fois que l'occasion est propice, les forces de sécurité des pays dans lesquels il veut installer ses émirs ou son khalif. Daech n'a cure ni du droit international, ni du droit de la guerre, ni du droit

humanitaire et se moque comme d'une guigne des valeurs humaines et des principes de l'islam qu'il prétend prôner et défendre, alors que ses groupes armés — comble de l'hypocrisie et de la *zendaqa* — massacrent, violent, dévastent, proclament *halal* ce qui est *haram* et créent l'enfer partout où ils sévissent.

Daech a toujours mené une guerre d'offensive. Daech avance, même si parfois il est acculé, ici et là, a «des replis stratégiques ou des retraites tactiques», qui sont autant de trêves unilatérales qui lui permettent de se refaire en moyens matériels et humains. Sauf cécité naturelle complète ou aveuglement volontaire borné, il est clair qu'aucun pays, ni peuple ni armée, ne saurait se prémunir de ce type de terrorisme, ni le combattre, ni stopper son offensive, ni mettre un terme à son expansion, ni le vaincre, en s'interdisant d'aller le frapper là

où il est, et pis encore, en multipliant les proclamations de foi «pacifistes», en invoquant le principe de «non-ingérence» et «non-intervention», en lançant obstinément des appels officiels et publics au recours aux «voies pacifiques de règlement des différends», au compromis avec les bourreaux, à la réconciliation entre les victimes et leurs agresseurs... Nous avons vécu douloureusement et avec angoisse la décennie noire. Nous avons connu et subi les pires atrocités, lesquelles ont laissé des traces toujours vives d'où découlent encore des conséquences psychologiques et sociales difficiles à résorber. Notre terrible expérience de la violence barbare nous a, non pas endurci les cœurs, mais rendus plus redoutables que les autres peuples dans la lutte armée contre le terrorisme. Le fanatisme et le terrorisme nous avaient déclaré la guerre. Nous leur avons rendu la pareille. Le choix de la guerre, il faut sans cesse le rappeler, nous a été imposé par ceux qui ont attaqué à Guémar — où ils ont sauvagement égorgé de jeunes appelés — et ailleurs, qui ont dressé des embuscades et mitraillé de jeunes appelés qu'ils ont ensuite achevés d'une balle dans la tête ou d'une rafale de kalachnikov, non par humanité afin d'abrèger leurs souffrances mais par sauvagerie et par haine de leurs semblables et frères en Dieu, qui ont mis en place de «faux barrages» et égorgé des êtres humains comme on égorge des animaux, qui ont piégé des véhicules qu'ils ont fait exploser par la suite, sans état d'âme, afin de semer la mort et la dévastation. Ni les autorités ni aucun service de l'Etat n'a à faire de mea-culpa ni d'acte de contrition.

Ces terroristes, l'ANP et l'ensemble de nos services de sécurité, appuyés par les gardes municipaux et les Patriotes, les ont pourchassés partout où ils se cachaient, puis les ont balayés ! C'est ainsi qu'après avoir été à une certaine période à l'offensive, le terrorisme a été contraint à la défensive. En même temps qu'il accusait de sérieuses pertes en hommes et en moyens, il cédait du terrain jusqu'au moment où il fut contraint à la reddition sans condition. La *rahma* est, comme son nom l'indique clairement, un acte de générosité, de clémence, de bienveillance. C'est fondamentalement un acte unilatéral et discrétionnaire. Quant à la «réconciliation», qu'il nous suffise de rappeler que si elle est expressément recommandée par Allah, puisqu'il est écrit dans le Saint Coran «si deux groupes de croyants se combattent, réconciliez-les...», il est par aussi très clairement prescrit par le Texte sacré de ne réconcilier qu'«avec justice et équité»

(sourate Al Houjourate, verset 09). Autrement dit : si la réconciliation est en soi une bonne chose, elle ne saurait pour autant se faire au détriment ou en violation de la justice et de l'équité, principes qui doivent être, en tout état de cause, ses fondements.

Or, aujourd'hui, Daech est toujours à l'offensive, malgré les bombardements aériens effectués par plusieurs forces aériennes ou les tirs de puissants missiles à partir de navires de guerre croisant au large. Les forces terrestres de ces mêmes pays qui combattent Daech par avions, drones et missiles interposés rechignent au combat au sol. Les états-majors de ces pays craignent, explique-t-on, l'enlèvement si leurs troupes mettent pied dans ces pays, comme cela s'est produit en Afghanistan et en Irak. Le comble, cette stratégie sans péril et sans gloire, c'est que ces états-majors conviennent que, sans intervention au sol, avec utilisation de l'infanterie, de l'artillerie et des blindés, on n'arrivera jamais à bout de Daech qui continuera à dévaster l'Irak, la Syrie, la Libye et la Tunisie ! Et tant pis pour ces pays : la guerre s'y arrêtera faute de combattants locaux ! Pour ce qui est de l'Algérie, la question qui se pose est la suivante : nos généraux finiront-ils par ressembler à l'officier Drogo, qui, des murailles d'une vieille forteresse dressée aux confins du «Désert des Tartares» où il a été affecté, a passé son temps et toute sa vie d'officier à scruter l'horizon pour surveiller l'ennemi, sans tenter la moindre sortie — car les règlements ne le permettent pas ! —, tout en sachant cependant que l'ennemi est là, en train de réaliser la route qui va le conduire au pied de la forteresse !!! Nous aussi, à l'ennemi qui mène une guerre d'offensive, on n'a pas trouvé mieux que d'opposer une stratégie défensive, une guerre de positions fixes le long des frontières, une stratégie attentiste lourde et oppressante, une attente absurde, irrationnelle, irraisonnable en d'autres termes, camusienne et pis encore, kafkaïenne. Nos forces seraient placées sur une ligne de front hérissée de défenses de toutes sortes mais calme, où rien ne bouge, dans l'attente d'une attaque et d'un grand assaut à l'ancienne. On réagira alors — sans doute valeureusement — mais sans sortir de la forteresse, parce que les règlements prohibent, paraît-il, de poursuivre l'ennemi hors de nos limites territoriales ! Pendant qu'on observe et qu'on scrute l'horizon, la *fitna* s'infiltre à travers toutes les porosités physiques et humaines

**Le choix de la guerre, il faut sans cesse le rappeler, nous a été imposé par ceux qui ont attaqué à Guémar — où ils ont sauvagement égorgé de jeunes appelés — et ailleurs, qui ont dressé des embuscades et mitraillé de jeunes appelés qu'ils ont ensuite achevés d'une balle dans la tête ou d'une rafale de kalachnikov, non par humanité afin d'abrèger leurs souffrances mais par sauvagerie et par haine de leurs semblables et frères en Dieu, qui ont mis en place de «faux barrages» et égorgé des êtres humains comme on égorge des animaux, qui ont piégé des véhicules qu'ils ont fait exploser par la suite, sans état d'âme, en pleine rue, afin de semer la mort et la dévastation.**

de notre immense frontière, et poursuit par capillarité son envahissante expansion à l'intérieur de nos frontières orientales, occidentales et méridionales... Certaines règles de droit écrites ou coutumières que pendant longtemps on a cru absolues et inviolables sont passées de mode. La doctrine Monroe, les règles du temps de Grotius, les beaux principes de non-intervention et de non-ingérence, que certaines autorités, en grave déficit de légitimité démocratique, invoquent pour s'assurer l'impunité pour les crimes commis sous leur règne, sont battues en brèche par de nouveaux principes dont celui

Par Zineddine Sekfali



de l'obligation de protéger les populations opprimées par leurs gouvernants.

La communauté internationale du XXI<sup>e</sup> siècle se reconnaît désormais le droit d'intervenir pour protéger les populations persécutées et traduire en justice les gouvernants criminels, qui, eux, s'agrippent au droit international du XIX<sup>e</sup> siècle... Le monde a changé, mais certaines mentalités n'ont pas changé ! Notre pacifisme et notre attachement au principe du non-intervention, alors que la guerre dévaste sous nos yeux, depuis au moins quatre ans, plusieurs pays du monde arabe devenu le monde du malheur, que les premières avant-gardes de Daech sont à nos frontières et que tout laisse présager que notre pays est dans le collimateur de cette redoutable organisation terroriste, sont d'un dogmatisme hors temps et d'un anachronisme sidérant.

En proclamant notre attachement à certaines règles désuètes, nous nous sommes mis de nous-mêmes dans une impasse historique. Nous n'en sortirons que lorsque nous aurons cessé de nous répéter comme une lugubre antienne que la Constitution interdit à notre armée d'agir au-delà de nos frontières ! Cela est faux. Ce que nous nous interdisions, du reste avec ou sans l'aval de la Constitution, c'est de faire des guerres d'agression, d'envahir et d'occuper des pays étrangers, voisins ou lointains. En allant frapper Daech en Libye ou au Mali, nous n'attaquons pas la Libye, nous n'agressons pas le Mali, pour nous en emparer, les piller, les soumettre, les occuper ou les annexer. Nous y intervenons pour libérer les Libyens et les

Maliens, les délivrer de ceux qui les agressent, leur faire recouvrer leur indépendance, pour que la paix s'y instaure, d'une part et d'autre part, nous prémunir nous-mêmes et nous protéger des agresseurs qui s'apprêtent à nous frapper... Comme tous les hommes de bonne volonté, nous Algériens, nous aimons la paix et haïssons la guerre. Mais nous ne pouvons pas, sans nous déshonorer, persister à inventer des prétextes pour nous dérober à la guerre quand celle-ci nous est imposée par ceux qui nous agressent ou nous attaquent.

Z. S.